

*Le budget—M. MacLaren*

provinces dont tous les Canadiens bénéficieront. Peu de pays sont aussi favorisés par le sort que le Canada. Peu de pays s'engagent dans une décennie énergétique dotés de ressources intérieures et de la possibilité d'échapper à la dépendance sur des sources de pétrole étrangères peu stables. Néanmoins, même avec nos ressources énergétiques immenses, nous avons dû prendre des décisions épineuses dans le budget.

Il y a eu la question des subsides et des prix. Nous nous sommes heurtés à des problèmes posés par les subventions et les stimulants. Il y a les recettes utilisées pour faciliter la réalisation de projets énergétiques que les Canadiens réclament à juste titre. Ce sont toutes des questions difficiles, mais elles peuvent être résolues au Canada, comme le signale le nouveau programme énergétique. Dans ce nouveau programme, nous offrons la stabilité à l'industrie pétrolière au Canada. Les consommateurs canadiens seront traités équitablement et tous les Canadiens pourront profiter de nouvelles et excellentes chances de participer au progrès.

Nous avons une tâche à accomplir qui donnera du travail à des milliers de Canadiens, qui exigera des investissements s'élevant à des milliards et qui nous permettra d'acquérir une plus grande expérience en travaillant dans notre environnement fragile, notamment dans le Nord et au large de nos côtes. Elle nous permettra d'acquérir le savoir-faire et les connaissances techniques pour des chantiers de grande envergure, et nous pourrons ensuite vendre ce savoir-faire et ces connaissances techniques dans le monde entier.

Les gouvernements libéraux et conservateurs précédents reconnaissaient les dangers d'une sujétion au pétrole étranger. Le gouvernement précédent a feint en grande partie d'ignorer le problème qui découle de la sujétion aux sociétés pétrolières étrangères. Il proposait en principe diverses positions contradictoires, mais certains de leurs porte-parole voulaient abolir Petro Canada tandis que d'autres voulaient transformer cette saine entreprise et la rendre méconnaissable.

D'autres pays, semblables au nôtre, ont pris les devants pour assurer une participation nationale plus active au sein de leur industrie pétrolière. En Grande-Bretagne, par exemple, la société pétrolière nationale pouvait revendiquer en priorité 51 p. 100 des ressources pétrolières extraites de la Mer du Nord. En Norvège, la société pétrolière d'État, appelée Statoil, est autorisée à prendre une part pouvant aller jusqu'à 50 p. 100 dans tout champ d'exploration dont elle n'est pas déjà propriétaire. Elle n'offre pas d'indemnité pour les coûts d'exploration antérieurs. Elle peut, à sa discrétion, porter sa part à 70 p. 100 de la production. En Australie, pour prendre un autre exemple, seules les sociétés pétrolières naturalisées peuvent produire du pétrole. Vingt-cinq p. 100 des avoirs de toute société naturalisée doivent appartenir à des Australiens. Le conseil d'administration doit être composé en majorité d'Australiens et la société doit s'engager à porter à 51 p. 100 les avoirs appartenant à des Australiens dans un certain laps de temps donné.

Quelle est la situation au Canada où l'industrie pétrolière a été dominée par des sociétés étrangères? Les revenus pétroliers et gaziers nets sont passés de 1,2 milliards en 1970 à plus de 11 milliards en 1979. Étant donné que la production de gaz et de pétrole a augmenté d'environ 30 p. 100 au cours de la même période, les augmentations de prix ont permis à l'industrie pétrolière de réaliser des profits très généreux, surtout grâce

aux réserves découvertes avant la hausse du prix mondial imposée par le cartel de l'OPEP.

Au cours du premier semestre, les plus-values des cinq sociétés pétrolières les plus grandes ont augmenté de plus d'un milliard de dollars, ce qui représente une hausse de 92 p. 100 par rapport aux profits cumulés de 500 millions de dollars qu'elles ont réalisés au cours du premier semestre de l'année dernière. En outre, cela s'ajoute à une augmentation de 72 p. 100 des profits de ces mêmes sociétés qui se sont montés, l'année dernière, à 1,5 milliard de dollars contre plus de 800 millions de dollars je crois en 1978. Or, toutes ces sociétés qui réalisent des profits énormes sont contrôlées au moins à 75 p. 100 par une filiale étrangère.

A quoi ces sociétés emploient-elles leurs dollars canadiens? Pour ne prendre que l'année dernière, les sept grandes sociétés pétrolières contrôlées par des capitaux étrangers ont retiré plus de 650 millions de dollars sous forme de dividendes ou de diminution de capital. Les sociétés contrôlées par des capitaux étrangers dominent notre secteur énergétique, secteur qui à son tour va dominer notre économie d'ici la fin de cette décennie placée sous le signe de l'énergie. En 1979, les sociétés contrôlées par des capitaux étrangers ont déclaré un chiffre d'affaire de 6,1 milliards de dollars. Comparativement, les sociétés canadiennes n'ont réalisé que 1,6 milliard de dollars ce qui veut dire que les compagnies contrôlées par des investisseurs étrangers ont réalisé près des trois-quarts des ventes pétrolières.

Permettez-moi de donner un autre exemple, monsieur l'Orateur. Parmi les travaux de prospection les plus prometteurs, beaucoup ont lieu sur les «terres du Canada», c'est-à-dire dans le Nord, dans le haut de l'Arctique et au large des côtes. Cependant, les sociétés canadiennes n'occupent que 110 millions d'acres sur les 290 millions d'acres prospectés par des sociétés détentrices de permis. Sans Petro-Canada, la présence canadienne dans ce secteur d'activité serait simplement négligeable.

Au total, 19 sociétés pétrolières et gazières importantes appartiennent intégralement à des intérêts étrangers. Au cours des quatre dernières années seulement, les capitaux canadiens exportés par l'industrie pétrolière, y compris les dividendes des investisseurs individuels, les intérêts et les bénéfices sur les capitaux, ont dépassé de 3,700 millions de dollars les capitaux importés au Canada par ces sociétés.

Il est donc clair que ce secteur dominé par les sociétés étrangères, ce secteur qui est au cœur de notre économie, est un secteur très sain. Mais pourquoi a-t-il été si rentable? En 1979, les bénéfices de l'industrie avant amortissement ont dépassé les 7 milliards de dollars, une augmentation annuelle de quelque 43 p. 100. Les fonds auxquels l'industrie a eu accès l'an dernier s'élevaient à presque 12 milliards de dollars. Les profits nets ont atteint les 4,700 millions, une augmentation de plus de 50 p. 100 sur l'année précédente. Un régime remarquablement généreux d'imposition des ressources a permis à l'industrie de réaliser de tels profits et a contribué dans une mesure importante au déficit fédéral actuel.

Aux fins du calcul de l'impôt fédéral sur le revenu, les revenus tirés des ressources, après défalcation des frais d'exploitation et de la déduction pour amortissement, sont réduits de 25 p. 100 par une déduction sur les ressources. Cette disposition tient compte du fait que les droits payés aux